



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 21 août 2024

Références : DREAL/2024D/7231
Code AIOT : 0005201504

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LAI

292 route de Maitena
40260 Castets

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement ITM LAI implanté 292 route de Maitena 40260 Castets. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ITM LAI
292 route de Maitena 40260 Castets
Code AIOT : 0005201504
Régime : Autorisation
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

La société ITM LAI (Intermarché Logistique Alimentaire Internationale) est une filiale logistique du groupe des Mousquetaires, enregistrée sous le n° SIRET 51408083700628. Elle exploite à Castets un entrepôt logistique. Les activités sont autorisées depuis 1993. La dernière extension a été autorisée par arrêté du 2 février 2016. D'autres modifications non substantielles ont depuis été portées à la connaissance de l'inspection. Elles ont donné lieu des prescriptions complémentaires actées par arrêté préfectoral du 24 juillet 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative et risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	État des matières stockées Information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	1 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie Dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	1 mois
15	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 02/02/2016, article 1.3	Demande d'action corrective	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
4	État des matières stockées Gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
9	Éclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
13	Plan de défense incendie (installations 1510 E)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement au titre de la rubrique 1510 est à jour.

Les principales dispositions techniques et organisationnelles prévues par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en matière de prévention et de lutte contre l'incendie sont connues et en place au sein de l'établissement.

L'exploitant doit cependant finaliser la mise en conformité engagée pour le stockage sous auvent qui constitue une cellule au sens de l'arrêté précité. À ce titre, la détection incendie doit être opérationnelle et l'auvent doit disposer de RIA en complément des premiers moyens d'intervention présents (actions en cours).

Enfin, en matière de suivi et de maintenance des équipements participant à la prévention et à la protection contre l'incendie, l'exploitant doit remédier aux désordres constatés à l'occasion des contrôles réglementaires périodiques dans des délais courts, avec une traçabilité améliorée.

L'établissement dispose d'un plan de défense contre l'incendie à jour et régulièrement testé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a adressé sa demande d'antériorité au titre de la rubrique 1510 par courrier du 2 décembre 2021.

Pour rappel, au 31/12/2020, l'établissement relevait pour ce qui concerne le stockage de matières combustibles sous toiture des rubriques suivantes :

- 1510 A et périmètre de l'époque : 6 cellules 1 à 5 et 7 renommées par la suite 7 à 12
- 1530 A (double classement potentiel des cellules 1510)
- 1532 A (double classement potentiel des cellules 1510 et stockage extérieur et auvent)
- 1511 E : 4 cellules ex 8, 9, 10, 12 renommées par la suite 1,2,3 et 4 /5

Depuis le 1er janvier 2021, l'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510.

Le périmètre nouveau couvert par la 1510 englobe les cellules 1 à 12 (hors dalle n°3 qui constitue une zone d'en-cours) et l'auvent

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié qui s'appliquent sont :

- annexe VII et VIII pour toutes les cellules + l'auvent
- annexe IV : cellules 7 à 12 (ancien périmètre 1510 A).

La dalle 3 (froid positif à +4,5 °C) consacrée à de la préparation de commandes n'est pas incluse dans le classement 1510. Il a pu être constaté lors de la visite terrain que les colis présents et transitant par la dalle répondant à la notion d'en-cours (pour la préparation des colis/commandes pour les différents points de vente Intermarché à partir des produits frais réceptionnés et stockée dans les cellules). Les colis sont étiquetés et expédiés sous maximum 13 h.

Ce nouveau classement vient d'être acté par arrêté préfectoral du 24 juillet 2024, faisant suite à l'instruction du dossier de porter à connaissance de 2020 consolidé en septembre 2022. Ce dossier consolidé comporte notamment les études de flux prévues à l'annexe VIII de l'arrêté ministériel : aucun flux à l'extérieur du site pour les cellules 1510 et l'auvent n'est observé. À noter par ailleurs que les flux ont également été modélisés pour l'aire extérieure de stockage, sans flux à l'extérieur des limites de propriété.

La dalle 3 n'a pas fait l'objet d'une étude de flux thermiques; même si la dalle n'entre pas dans le périmètre 1510, la présence de matières combustibles en quantités à l'instant t justifie la modélisation des flux associés à ce potentiel de dangers qu'il conviendra de réaliser.

Concernant les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation, l'exploitant a projeté en salle le dernier rapport AXA en date du 22 juillet 2021. Les recommandations de l'assureur qui dépassent la cadre réglementaire ICPE ont été prises en compte par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser l'étude de flux thermiques associés à la dalle de préparation (dalle 3) et tient l'étude à disposition de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

Le classement 1510 (régime de l'enregistrement) et le périmètre retenu (installations pourvues d'une toiture dédiée au stockage de matières combustibles) sont conformes à la doctrine du guide entrepôt.

La consistance des installations a été vérifiée sur le terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'état des stocks du jour a été produit sur demande de l'inspection. Cet état des stocks journalier est envoyé quotidiennement au responsable QHSE et au poste de garde permettant en cas de sinistre une communication rapide aux services d'intervention.

Cet état des stocks est produit à partir des données d'une base nationale, prévenant le risque de perte des données en cas de sinistre sur site.

L'état des stocks est renseigné par cellule et par rubrique ICPE.

Sa fréquence de mise à jour, y compris pour les produits dangereux, est quotidienne via le logiciel « nomeref ».

Un inventaire physique de l'ensemble des cellules, auvent compris, est réalisé tous les mois.

Par sondage, via l'état des stocks, il a pu être constaté l'accessibilité de la fiche de données de sécurité (FDS) d'un produit dangereux (produit classé 4510 présent dans cellule 7a, code 29068684, quantité 492 kg) : => eau de javel Lacroix (FDS retrouvée via code ITM et par FDS quickstep).

La cohérence entre les données de l'état des stocks et le stockage dans la cellule 7 sur cette référence a été établie lors de la visite terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : Les informations fournies dans l'état des stocks : <ul style="list-style-type: none">- sont intelligibles par les pouvoirs publics (ne se limitent pas à la liste des articles, mais indiquent bien les quantités par type de danger et par rubrique 4XXX, et mentions de dangers) ;- sont discriminées par cellule.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées - Information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : La version définitive « grand public » de l'état des stocks à des fins de communication de crise n'est pas encore prête, elle est en cours de préparation à l'échelle du groupe. En cas de nécessité, dans un premier temps, les libellés de la rubrique ICPE pour chaque famille de produits seront précisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant finalise la trame de l'état des stocks version « grand public ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Les produits dangereux (aérosols, liquides inflammables, et produits dangereux pour l'environnement) sont stockés dans la cellule 7 (sous-cellules 7a, 7b, 7c). Les produits incompatibles avec ces produits dangereux sont stockés dans les cellules de produits secs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes avant 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 litres et inférieur à 230 litres ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 litres. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit.

Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

Toutes les cellules de produits secs (hors cellules frigorifiques) et la dalle de préparation (hors 1510) sont sprinklées. Au sein des cellules visitées (cellule 7 en particulier), il n'a pas été constaté de stockage de matières à distance trop réduite du plafond et du système d'éclairage.

Dans les cellules, le stockage est réalisé au sein de palletiers (racks), sans mezzanine.

Par sondage, il n'a pas été constaté de stockage de produits dangereux liquides au-delà de 5 m de hauteur.

La cellule 7 abritant les produits dangereux est sprinklée à la mousse. L'émulseur employé est selon les données de l'exploitant un émulseur polyvalent 3 %, de marque Bioex. CAS 112-34-5 (ECOPOL, Émulseur polyvalent écologique sans fluor, efficace sur feux de classe A et B). Sur le terrain, la référence de l'émulseur était différente de celle annoncée (HYDROPOL 6). La fiche de données de sécurité correspondant à l'émulseur effectivement stocké pour les PIA n'a pas pu être fournie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de la fiche de données de sécurité de l'émulseur employé en cellule 7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 litres.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Les liquides inflammables relevant de la 4330 (H224) sont stockés uniquement en contenants de volume maximal de 5 litres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. *Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.*

Constats :

Les cellules disposent d'un éclairage électrique normal suffisamment éloigné des matières entreposées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

L'ensemble des locaux et cellules est sous détection incendie, hormis l'auvent.

Pour ce dernier, l'installation d'une caméra thermique est prévue prochainement selon l'exploitant. Un bureau d'étude technique a été démarché pour l'opération. Néanmoins, le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter un bon de commande.

Les cellules frigorifiques sont par ailleurs équipées d'une détection haute sensibilité (par aspiration).

Le plan de l'implantation des détecteurs incendie a pu être présenté lors la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet dès à présent les documents justifiant de l'engagement des travaux d'installation du système de détection incendie pour le stockage sous l'auvent. En tout état de cause, la détection incendie de l'auvent est opérationnelle sous un délai n'excédant pas 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à

fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'installation est équipée des moyens incendie suivants :

- 2 réserves de 1 120 m³ (débit 560 m³/h pendant 2 h) dédiées au sprinklage et alimentation RIA
- 1 réserve de 900 m³ associée à une pomperie assurant un débit de 240 m³/h,
- 16 poteaux incendie dont 1 à l'extérieur du site,
- 3 réserves de 600 m³.

Les cellules de produits secs sont équipées d'extincteurs et de RIA. Lors de la visite terrain, il a été constaté que l'accessibilité de certains extincteurs n'était pas toujours garantie (par exemple accès impossible à l'extincteur sur roue au niveau de l'auvent).

L'auvent pour lequel une demande d'aménagement à l'installation de RIA a été refusée sera équipé de RIA d'ici la fin septembre, selon le planning et le plan adressés à la préfecture par courrier du 6 juin 2024. Lors de la visite terrain, il a pu être constaté que les travaux d'installation étaient bien en cours.

Lors de la partie en salle, les derniers rapports du contrôle semestriel et annuel de l'extinction automatique incendie ont été fournis :

- contrôle semestriel par l'APAVE en date du 11/04/2024 (rapport 100233034-001-1) => une remarque concerne la présence de stockage de matières combustibles en extérieur à moins de 10 m des parois extérieures de l'entrepôt. Pour rappel, cette distance minimale de 10 m est à respecter au plus tard au 1^{er} janvier 2025 pour les installations existantes. Le rapport comporte 4 autres remarques accompagnées de devis et les actions correctives sont en cours ;
- contrôle annuel des GMP par MC3i en date du 3/07/2024 (affaire 240853) : le rapport conclut que l'installation en opérationnelle mais comporte des recommandations de travaux urgents (remplacement pompe à eau et joint carter GMP, réfection tresses) ; les devis associés ont été présentés mais les travaux n'ont pas tous encore été engagés.

Par ailleurs le rapport de contrôle comporte des abréviations (type NC) qui mériteraient d'être explicitées.

<p>Par exemple pour le contrôle de la crépine : l'abréviation NC fait l'objet d'interprétations diverses (non conforme, non concerné ?).</p> <p>Le rapport du contrôle annuel des extincteurs et des RIA (intervention DESAUTEL du 13/05/24) n'appelle pas de remarque.</p> <p>Le dernier exercice incendie (exercice POI) a été réalisé en décembre 2022. Le compte rendu a été examiné et l'action de formation POI des membres du CODIR préconisée à la suite du bilan de l'exercice a été dispensée.</p> <p>À noter que le prochain exercice POI impliquera les pompiers de Castets (exercice commun prévu le 25/09/2024).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant assure la finalisation des actions correctives identifiées à l'occasion des contrôles de l'installation d'extinction automatique incendie dans les meilleurs délais et est en mesure de justifier leur bonne réalisation. Il s'assure par ailleurs auprès de ses prestataires que les conclusions des rapports de contrôle ne souffrent d'aucune ambiguïté.</p> <p>L'exploitant s'assure que l'ensemble des extincteurs et RIA soit en permanence accessible. Le jour de l'inspection, un extincteur sur roues à l'angle de l'auvent, côté stockage extérieur, était difficilement accessible à cause de matériels posés au sol devant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - Dimensionnement moyens en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des poteaux incendie (2022) indique qu'un des poteaux présente un débit inférieur à 60 m³/h.</p> <p>De plus, l'essai en simultané a été réalisé sur 2 poteaux alors que le débit de 240 m³/h attendu nécessite d'impliquer 4 poteaux en simultané.</p> <p>Le site dispose bien des 3 réserves incendie. Une des 3 réserves d'eau a été visualisée sur site (celle devant</p>

l'accès aux bureaux):celle-ci était pleine, sans que le volume ne soit affiché.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à un nouveau contrôle du débit des poteaux incendie individuellement et en simultané pour 4 (les plus défavorables).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Plan de défense incendie (installations 1510 E)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'établissement dispose d'un POI mis à jour en juin dernier qui fait office de PDI. Cette dernière version a été transmise par mail à l'inspection.

Le POI à jour est présent au poste de garde.

Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part d'un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur les

ombrières du parking VL à des fins d'autoconsommation. L'exploitant a précisé qu'un dossier de porter à connaissance serait prochainement déposé sur ce sujet, avec un récolement aux dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'inspection rappelle à cette occasion que le PDI devra comporter un volet précisant les dispositions spécifiques à prendre pour tenir compte de la présence de ces panneaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

L'étude des flux thermiques des cellules (auvent compris) a été transmise dans le PAC consolidé de 2022 ; l'ensemble des flux thermiques des cellules est maintenu à l'intérieur des limites de propriété.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, cellule 7

Prescription contrôlée :

[...] Les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois séparant les cellules de stockages sont REI 120, excepté les murs séparant la cellule 7 des cellules 6 et 8, qui sont eux REI 240 (coupe-feu 4 h). [...]

Remarque: cette disposition était déjà prescrite à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2016.

Constats :

Au niveau d'un sas d'isolement entre les cellules 7 et 8, l'inspection a constaté la présence d'un joint extrudé de plusieurs centimètres de large entre le montant supérieur d'un bloc-porte résistant au feu et le mur en béton.

Au-dessus d'une porte d'un sas d'isolement entre les cellules 7 et 8, l'inspection a constaté une possible discontinuité du calfeutrement horizontal entre les panneaux béton du séparatif entre les cellules.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie (et à défaut reprend) la résistance au feu du bloc-porte conformément à son procès-verbal de résistance au feu.

L'exploitant contrôle (et à défaut reprend) la continuité et justifie la résistance au feu des calfeutrements horizontaux entre les panneaux béton des séparatifs entre cellules.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2016, article 1.3
--

Thème(s) : Situation administrative, Dimension des stockages extérieurs
--

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]

Constats :

Lors de la visite terrain, il a pu être constaté la présence de balles plastiques stockées en dehors des limites matérialisées au sol fixant les dimensions des îlots du stockage extérieur (matières plastiques et palettes bois). Ces dimensions font référence pour la modélisation des flux thermiques (Flumilog).
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant s'assure de respecter les dimensions des stockages extérieurs afin de rester dans les limites des hypothèses Flumilog. À défaut, il met à jour ces modélisations.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois
